



Cartographie des acteurs du genre et de l'adaptation aux effets des changements climatiques en République Centrafricaine

République Centrafricaine

Janvier 2025



© Ministère de l'Environnement et du Développement Durable de la République Centrafricaine, 2025

Tous droits réservés à l'égard de toute forme de reproduction ou traduction commerciale ou à but lucratif.

Toutes les opinions énoncées dans le présent document sont celles du ou des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les politiques ou les opinions du Réseau mondial de PNA, de ses fondateurs ou de ses participants.

Ce document a été rédigé par Be-Africa Consulting pour le compte du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable de la République Centrafricaine avec le soutien du Secrétariat du Réseau mondial de plans nationaux d'adaptation et de l'Institut International du Développement Durable (IISD). Ce projet a été rendu possible grâce au soutien financier d'Affaires mondiales Canada.

Image de couverture : iStock

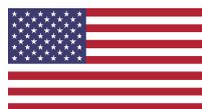
À propos du réseau mondial de PNA

Le Réseau mondial de PNA a été créé en 2014 pour soutenir les pays en développement dans l'avancement de leurs processus de PNA et contribuer à accélérer les efforts d'adaptation à travers le monde. À cette fin, le Réseau facilite l'apprentissage entre pairs et les échanges soutenus entre pays du Sud, soutient les actions menées au niveau national pour l'élaboration et la mise en œuvre des PNA, et génère, synthétise et partage les connaissances relatives au processus de PNA. Les membres du Réseau proviennent de plus de 155 pays et œuvrent à l'élaboration et à la mise en œuvre de Plans nationaux d'adaptation. Le Réseau est soutenu financièrement par l'Allemagne, l'Autriche, le Canada, les États-Unis, l'Irlande et le Royaume-Uni. Son Secrétariat est hébergé au sein de l'Institut international du développement durable (IISD). Pour plus d'informations, veuillez consulter le site www.napglobalnetwork.org.



This project is undertaken with the financial support of:
Ce projet a été réalisé avec l'appui financier de :

Secretariat hosted by:
Secrétariat hébergé par :



Government of Ireland
International Development Programme

Cartographie des acteurs du genre et de l'adaptation aux effets des changements climatiques en République Centrafricaine

République Centrafricaine

Janvier 2025

Résumé

Il n'est plus à démontrer que l'inclusion sociale et la participation de l'ensemble des parties prenantes et acteurs impliqués dans les processus décisionnels et de gestion est un gage du succès des projets et programmes réalisés. Cette démarche, qui galvanise peu à peu la mise en œuvre de la plupart des actions relatives aux changements climatiques, est le plus beau partage des pays africains. Cela est d'autant plus vrai qu'il est désormais installé dans la conscience collective que les effets néfastes du réchauffement planétaire n'épargnent personne.

Cette perception demeure au cœur des préoccupations de mise en œuvre de tous les plans, programmes et stratégies du domaine environnemental en République Centrafricaine. C'est naturellement le cas du Programme d'appui au processus du plan national d'adaptation (PNA), mis en œuvre par la Coordination Nationale Climat (CNC) pour le compte du Gouvernement centrafricain. Cela justifie l'intérêt pour le Programme d'appui au processus du PNA de disposer d'une cartographie des différents acteurs, qu'ils soient étatiques ou non étatiques, et des plateformes de dialogue dans le domaine de l'adaptation aux changements climatiques en République Centrafricaine.

La mise en place de ce programme a été rendue possible grâce à l'appui technique du Réseau mondial de PNA et au soutien financier d'Affaires mondiales Canada. Ce programme, placé sous la tutelle du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable à travers la CNC, peut alors se doter d'acteurs pertinents qui prendront part au Groupe de travail Genre et Adaptation aux Changements Climatiques.

Cette cartographie a effectivement permis d'identifier 70 organisations de la société civile, 23 ONG et institutions internationales, 16 institutions gouvernementales, différents types d'acteurs locaux et des institutions de recherche, entre autres, pour un total de 140 organisations et institutions. Les acteurs ont chacun des forces et des faiblesses, mais ils sont en mesure de se réunir pour des causes qu'ils défendent.

Les organisations de la société civile nationale sont les plus nombreuses du système et disposent d'une forte capacité d'influence et de mobilisation d'acteurs. Mais elles manquent de compétences techniques spécifiques portant sur le nexus genre et changements climatiques. Viennent ensuite les institutions internationales et les acteurs institutionnels. Malgré leur degré élevé d'engagement avec le gouvernement, les acteurs institutionnels sont dépourvus d'influence dans la sphère politique et subissent un manque de ressources nécessaires à la mise en œuvre des politiques gouvernementales. Les ONG et institutions internationales, quant à elles, sont mieux outillées et matériellement équipées, ce qui leur donne la possibilité d'offrir un accompagnement efficace. Cependant, leurs mandats respectifs ne leur permettent pas d'influencer significativement les acteurs institutionnels et autres.

L'étude a aussi révélé l'existence de cinq réseaux, dont quatre de la société civile et un de l'Assemblée nationale, mais ceux-ci manquent de compétences techniques pour assurer leurs missions.

En d'autres termes, le système réunissant les acteurs du genre et les acteurs de l'adaptation aux changements climatiques en Centrafrique est un composite présentant des forces et des faiblesses mais aussi des structures qui sont disponibles pour travailler ensemble. Ce système a besoin d'un éventail d'activités de renforcement des capacités sur les plans organisationnel, technique et matériel, afin qu'il mène à bien la mission qu'on lui a confiée.

Table des matières

1.0 Contexte et justification	1
2.0 Objectifs de la cartographie	3
2.1 Objectif global	3
2.2 Objectifs spécifiques	3
2.3 Résultats attendus.....	3
3.0 Méthodologie	4
3.1 Démarche.....	4
3.2 Recadrage de la démarche avec la CNC	6
3.3 Recadrage de la démarche entre le bureau de consultance, la CNC et le Réseau mondial de PNA	6
3.4 Recadrage avec le Comité Technique de Validation des livrables	6
4.0 Acteurs répertoriés dans les domaines liés au genre et aux changements climatiques	7
4.1 Acteurs généraux	7
4.1.2 Acteurs gouvernementaux	7
4.2 Acteurs spécifiques du nexus genre et adaptation aux changements climatiques.....	37
4.3 Cadre de concertation multi-acteurs.....	47
5.0 Analyse des influences	48
5.1 Limites du système.....	48
5.2 Analyse des acteurs en réseaux.....	49
5.3 Engagement des acteurs avec le gouvernement.....	49
5.4 Influence des parties prenantes identifiées.....	49
5.5 Acteurs clés pouvant rejoindre le Groupe de travail Genre et Adaptation aux Changements Climatiques.....	50
5.6 Leviers.....	51
6.0 Conclusion et recommandations	52
Références	54
Annexe A. Termes de référence des travaux de cartographie des acteurs	55
A1.1 Contexte.....	55
A1.2 Objectifs du travail.....	56
A1.3 Résultats attendus.....	56
A1.4 Méthodologie	57
A1.5 Durée.....	58
A1.6 Cibles de l'enquête.....	58
Annexe B. Liste des acteurs consultés	59

Liste des sigles et acronymes

CDN	Contribution Déterminée au niveau National
CNC	Coordination Nationale Climat
EGIS	Égalité des genres et inclusion sociale
GDRNE	Plateforme des organisations de la société civile centrafricaine pour la Gestion Durable des Ressources Naturelles et de l'Environnement
GEN-RCA	Réseau des Écovillages, branche RCA
FAO	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture
MEDD	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable
ONG	Organisation non gouvernementale
OSC	Organisation de la société civile
PNA	Plan national d'adaptation
PTF	partenaires techniques et financiers
REFECC	Réseau des Femmes Centrafricaines pour le Climat
REPALCA	Réseau des Populations Autochtones et Locales de Centrafrique
RCA	République Centrafricaine
SNGCC	Stratégie Nationale Genre et Changements Climatiques

1.0 Contexte et justification

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme national d'appui au processus de son plan national d'adaptation (PNA) aux changements climatiques, le Gouvernement de la République Centrafricaine (RCA), par le biais de la Coordination Nationale Climat, a bénéficié d'un soutien technique du Réseau mondial de PNA, et cela grâce à un soutien financier d'Affaires mondiales Canada. Le but de cet appui est d'accompagner la République Centrafricaine dans la mise en œuvre de ses engagements internationaux en matière de lutte contre le réchauffement planétaire.

Notons que la RCA a mis en place plusieurs instruments de gouvernance et de gestion du climat, au nombre desquels on peut citer les plus récents : la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) révisée et adoptée en 2021, le PNA initial validé en août 2021 et la Stratégie Nationale Genre et Changements Climatiques (SNGCC) d'octobre 2023.

Notons aussi que la SNGCC de la RCA poursuit cinq objectifs spécifiques, à savoir :

- Renforcer le cadre institutionnel et mobiliser les financements permettant de prendre en compte le genre et l'inclusion sociale dans toute action climatique.
- Intégrer l'approche de l'égalité des genres et de l'inclusion sociale (EGIS) dans la conception, la mise en œuvre et le suivi, évaluation et apprentissage des programmes et projets d'adaptation et d'atténuation des secteurs prioritaires.
- Renforcer les capacités des diverses parties prenantes sur les approches pour l'atténuation et l'adaptation qui répondent aux questions de genre et d'inclusion sociale.
- Améliorer la connaissance et la compréhension des liens entre le genre et les changements climatiques de l'ensemble des parties prenantes afin de leur faire prendre conscience des impacts des changements climatiques et des capacités différenciés, mais aussi de l'importance de la prise en compte du genre et du leadership des femmes et des personnes vulnérables dans l'ensemble des politiques, stratégies et programmes d'atténuation et d'adaptation.
- Soutenir l'autonomisation et le leadership des femmes, des jeunes filles, des populations autochtones et des autres groupes vulnérables dans la lutte contre les changements climatiques.

Conformément à la planification du premier trimestre de mise en œuvre du Programme d'appui au processus de PNA-RCA 2024–2025, et en vue d'assurer une meilleure coordination des interventions en matière de genre et inclusion sociale, il a été prévu de réaliser une cartographie des acteurs œuvrant dans les domaines du genre et de l'adaptation aux changements climatiques. Cette cartographie devra contribuer à son tour à la mise en place d'un Groupe de travail Genre et Adaptation aux Changements Climatiques.

Pour travailler vers l'atteinte de ces objectifs, un cadre de coopération et de synergie entre intervenants sera nécessaire. Il faudra aussi que les différents acteurs clés soient outillés des connaissances nécessaires à la mise en œuvre du Plan d'action Genre et Changements climatiques qui accompagne la Stratégie précitée.

Il est à noter par ailleurs que le programme d'accompagnement du processus de PNA initial de la RCA a permis d'identifier un certain nombre d'acteurs qu'il faudra compléter et actualiser.

Ce travail consiste alors à recenser les différents acteurs qui interviennent sur la question du genre et de l'adaptation aux effets des changements climatiques, avec une évaluation de l'influence qu'ils peuvent avoir sur le processus de PNA en RCA et de leur intérêt pour ce dernier.

2.0 Objectifs de la cartographie

2.1 Objectif global

L'objectif global de cette activité était de réaliser une cartographie exhaustive des acteurs et parties prenantes du genre et de l'adaptation en République Centrafricaine.

2.2 Objectifs spécifiques

Plus précisément, il était question de :

- Dresser la liste des acteurs du genre et de l'adaptation de la RCA.
- Apprécier le niveau de connaissances, d'engagement et d'influence des acteurs nationaux travaillant sur le nexus genre-climat ainsi que leur lien avec le processus de PNA.
- Identifier les acteurs clés pertinents devant rejoindre le Groupe de travail Genre et Adaptation aux Changements Climatiques.

2.3 Résultats attendus

Il était attendu de cette étude :

- La liste des acteurs du genre et de l'adaptation de la RCA est établie.
- Le niveau de connaissances, d'engagement et d'influence des acteurs nationaux travaillant sur le nexus genre-climat est évalué, de même que leur lien avec le processus de PNA.
- Une liste des acteurs clés pertinents devant rejoindre le Groupe de travail Genre et Adaptation aux Changements Climatiques est dressée.

3.0 Méthodologie

3.1 Démarche

La méthodologie était participative et inclusive, conformément à l'approche méthodologique globale de la consultation. Elle consistait en des séries d'échanges avec l'ensemble des acteurs et partenaires impliqués dans le processus de PNA de la RCA. Elle suivait initialement quatre principales étapes, dont la première a été scindée en deux parties, portant ainsi à cinq le nombre d'étapes, suivant la recommandation du Comité Technique de Validation des livrables. Le schéma ci-dessous résume les cinq étapes de la démarche méthodologique :

Figure 1. Principales étapes de la cartographie des acteurs du genre et de l'adaptation de la RCA



Source : Evariste Mbayelao et Vincent D. Denguem, Be-Africa Consulting, 2024.

3.1.1 Cadrage

Le cadrage a constitué la première étape de la méthodologie utilisée. Il consistait en une mise à disposition du bureau de consultance Be-Africa Consulting des informations initiales et orientations devant permettre de réussir l'étude. Au total, quatre réunions de cadrage et recadrage ont eu lieu avec différents acteurs impliqués dans le processus de PNA de la RCA. Ces rencontres ont permis à la CNC et au Réseau mondial de PNA de partager avec le bureau de consultance Be-Africa Consulting leurs attentes de cette cartographie. A l'occasion, la CNC a partagé avec Be-Africa Consulting les contacts des acteurs cibles de l'enquête en vue d'une programmation des visites d'échange. Les orientations assorties de ces réunions sont présentées dans les paragraphes 3.2, 3.3 et 3.4 ci-dessous.

3.1.2 Revue documentaire

Cet exercice consistait en une revue des documents existants portant sur les thématiques liées à l'étude. Deux sources principales d'informations ont été prises en compte, à savoir la documentation de la mission et les visites web. La documentation de la mission est composée des rapports d'activité, études et publications sur le genre et l'adaptation aux changements climatiques en RCA et dans certains pays membres du Réseau mondial de PNA.

La consultation de la documentation de la mission a permis d'alimenter l'étude en termes d'identification d'un premier ensemble d'entités et d'institutions promouvant le genre déjà impliqués dans les démarches en faveur du climat au niveau national (notamment pendant

l'élaboration de la CDN, du PNA initial, de la Stratégie Nationale Genre et Changements Climatiques, etc.).

Les visites web, quant à elles, ont permis de recueillir des informations supplémentaires sur les entités cartographiées, notamment leurs domaines d'intervention, les personnes de contact, les sites web ainsi que les partenaires techniques et financiers. Cela a facilité les travaux de consultation qui ont suivi.

3.1.3 Entretien avec les parties prenantes

Cette étape visait à recueillir des informations sur le niveau de connaissances, d'engagement et d'influence des acteurs quant aux processus sectoriels liés au nexus genre et climat, les liens entre les acteurs et leurs liens avec le processus de PNA. Un questionnaire d'enquête et un guide d'entretien ont servi d'outils pour collecter ces informations, qui ont été exploitées en vue de fournir les résultats recherchés. L'échantillonnage s'est fait selon un choix raisonné des institutions, des organisations de la société civile, des acteurs du secteur privé, des agences des Nations unies et des partenaires au développement, entre autres, ayant un intérêt pour le genre et les changements climatiques.

3.1.4 Présentation des résultats

La présentation des résultats a constitué la quatrième étape de la méthodologie après amendement du Comité Technique de validation des livrables. Elle a permis d'exploiter les informations collectées auprès des acteurs et de produire un meilleur état des lieux des parties prenantes et des acteurs du genre et de l'adaptation aux changements climatiques en République Centrafricaine. Après évaluation du niveau d'influence et d'engagement des uns et des autres, une liste d'acteurs clés a été établie. Ces derniers sont recommandés pour participer au Groupe de Travail Genre et Adaptation aux Changements Climatiques.

3.1.5 Validation des données

Elle représente la cinquième et dernière étape de l'étude. Elle avait pour but de s'assurer que les acteurs et parties prenantes du processus de PNA-RCA sont d'accord avec la cartographie proposée par Be-Africa Consulting. Trois sessions ont été consacrées à cette validation : la première avec la CNC en octobre 2024, la deuxième avec le Réseau mondial du PNA en octobre 2024 également et la dernière avec le Comité Technique de Validation des livrables du processus de PNA du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, le 25 septembre 2024. Après cette session de validation interne par le comité technique mis en place dans le cadre du pilotage du Programme, cette cartographie devra ensuite entrer dans le circuit de validation avec les partenaires.

3.2 Recadrage de la démarche avec la CNC

Le processus de collecte des informations nécessaires à la cartographie s'est heurté à des difficultés liées au retour des fiches de collecte des données, surtout en ce qui concerne les questionnaires envoyés en ligne. La CNC a organisé une session de consultation des acteurs pendant laquelle certains acteurs ont pu contribuer séance tenante en répondant aux

différentes questions formulées dans le guide d'entretien. Cette stratégie a permis au bureau de consultance de rattraper du temps perdu.

3.3 Recadrage de la démarche entre le bureau de consultance, la CNC et le Réseau mondial de PNA

L'approche a également fait l'objet d'un amendement avec l'équipe du Réseau mondial de plans nationaux d'adaptation. La démarche a été renforcée sur le plan méthodologique par la clarification des types d'acteurs recherchés, ainsi que par le renforcement de la collecte des données par une session de consultation des parties prenantes, avec l'ouverture d'une base de données des acteurs identifiés sur fichier Excel.

3.4 Recadrage avec le Comité Technique de Validation des livrables

Lors de l'atelier de validation du Rapport de cartographie par les membres du Comité Technique de Validation des livrables du processus de PNA-RCA, un souci de présentation et quelques détails dans le contenu du Rapport avaient été relevés. Les principales préoccupations soulevées ont porté sur les sigles et abréviations, la méthodologie, l'évaluation des capacités des acteurs identifiés, leurs domaines d'intervention, et la présentation des structures déconcentrées des ministères sectoriels. À l'issue des discussions, il a été recommandé au Consultant de :

- Diviser la partie cadrage et revue documentaire en deux, portant ainsi les étapes de la méthodologie à cinq, au lieu de quatre initialement, en faisant des liens entre les documents lus et les informations incluses dans le rapport.
- Reprendre les sigles et abréviations.
- Poursuivre les recherches sur les missions des acteurs identifiés.
- Insérer un tableau résumant les structures déconcentrées des ministères sectoriels.

4.0 Acteurs répertoriés dans les domaines liés au genre et aux changements climatiques

L'établissement du répertoire d'acteurs et de parties prenantes œuvrant pour le genre et le climat est le principal résultat escompté de cette cartographie. Cela a été rendu possible grâce à la mise en place scrupuleuse des différentes étapes de la méthodologie, qui sont (i) cadrage, (ii) revue documentaire, (iii) entretiens avec les parties prenantes, (iv) présentation des résultats et (v) validation des données.

4.1 Acteurs généraux

4.1.1 Tendances générales

Compte tenu du caractère émergent de l'approche genre et changements climatiques, les compétences en la matière sont évolutives. Les acteurs identifiés dans le cadre de cette étude intègrent l'une des deux thématiques (genre ou adaptation aux effets des changements climatiques) dans leurs interventions. Au total, 140 organisations et institutions, tant nationales qu'internationales, sont intervenues d'une manière ou d'une autre sur des questions portant soit sur le genre uniquement, soit sur les changements climatiques uniquement, soit sur les deux mais pas avec les technicités qu'il aurait fallu.

La majorité de ces intervenants sont des organisations de la société civile nationale (50 % du nombre total d'acteurs), qui, paradoxalement, disposent de faibles capacités matérielles et techniques pour leurs interventions. Toutefois, elles bénéficient d'une capacité d'influence élevée pour booster la mise en œuvre de la SNGCC.

4.1.2 Acteurs gouvernementaux

Ces acteurs sont issus des institutions gouvernementales, notamment les départements ministériels. La question du genre et de l'adaptation aux effets des changements climatiques concerne certains départements ministériels plus que d'autres. De ce fait, sur 32 départements ministériels, 15 départements sectoriels prioritaires sont répertoriés, en compatibilité avec les huit secteurs les plus touchés par les changements climatiques, à savoir : 1) Agriculture (culture et élevage, y compris transhumance) ; 2) Eau et assainissement ; 3) Foresterie ; 4) Énergie ; 5) Santé ; 6) Éducation ; 7) Transport ; 8) Infrastructures et habitat (Stratégie Nationale Genre et Changements Climatiques 2023–2030 de la RCA, Ministère de l'Environnement et du Développement Durable, octobre 2023, page 2).

Ces entités, qui représentent 11,42 % du nombre total d'acteurs, présentent des compétences qui sont aussi partagées entre les deux thématiques. Pour plusieurs raisons, notamment leur esprit de soumission aux autorités, leur pouvoir d'influence reste mitigé.

Le tableau 1 ci-après présente la situation des acteurs clés issus du gouvernement.

Tableau 1. Situation des acteurs gouvernementaux œuvrant pour le genre et l'adaptation aux changements climatiques en RCA

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation aux changements climatiques
1	Primature (Conseil en matière de ressources naturelles)	Politique générale de la primature en matière d'environnement et de développement durable (information du Premier ministre sur les questions environnementales, influence du leadership des départements sectoriels).	Bon	Bon	Faible
2	Ministère de la Promotion du Genre et de la Protection de la Femme, de la Famille et de l'Enfant (Direction Générale de la Promotion du Genre et structures déconcentrées)	Mise en œuvre des politiques de genre et d'inclusion sociale, encadrement des intervenants, développement de projets, mobilisation de partenaires pour les aspects suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Plan sectoriel genre en lien avec la mise en œuvre de la CDN et du PNA. • Suivi de la prise en compte du genre dans la lutte contre les changements climatiques. • Mise en œuvre d'actions d'adaptation et d'atténuation prenant en compte le genre. 	Faible	Bon	Faible

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation aux changements climatiques
3	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (Direction Générale de l'Environnement)	<p>Exécution des politiques nationales en matière de changements climatiques et coordination des interventions sectorielles à travers :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Leadership institutionnel par la CNC, la Coordination de la Biodiversité et la Coordination Nationale de la lutte contre la désertification. • Lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts pour générer des puits de séquestration du carbone. • Lutte contre la pollution atmosphérique. • Lutte contre les impacts des changements climatiques sur les ressources naturelles. 	Bon	Moyen	Moyen
4	Ministère de la Santé et de la Population (Direction Générale de la Santé)	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre des politiques en matière de santé et de population en lien avec le genre (santé reproductive, mortalité infantile, hygiène, assainissement, etc.). • Suivi des impacts des changements climatiques sur la santé et proposition de mesures d'adaptation. 	Moyen	Bon	Faible

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation aux changements climatiques
5	Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire, Technique et de l'Alphabétisation (Direction Générale de l'Enseignement Primaire)	Exécution des politiques gouvernementales en matière d'éducation en prenant en compte les enjeux climatiques dans les modules d'enseignement.	Faible	Faible	Faible
6	Ministère de l'Enseignement Supérieur (Direction Générale de l'Enseignement Supérieur)	<ul style="list-style-type: none"> Recherche et développement visant la lutte contre les effets néfastes des changements climatiques et la réduction des gaz à effet de serre. Développement des facteurs d'émission et modélisation du climat. Renforcement des capacités des parties prenantes. 	Faible	Faible	Faible
7	Ministère de l'Urbanisme, des Villes et de l'Habitat (Direction Générale de l'Urbanisme)	<ul style="list-style-type: none"> Lutte contre les impacts des changements climatiques sur l'habitat et l'urbanisme. Apport d'innovations pour les économies d'énergie. 	Moyen	Faible	Faible
8	Ministère des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche (Direction Générale des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche)	<ul style="list-style-type: none"> Lutte contre l'exploitation anarchique du bois et le braconnage. Promotion des produits forestiers non ligneux. 	Bon	Faible	Faible

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation aux changements climatiques
		<ul style="list-style-type: none"> Préservation et aménagement des bassins hydrographiques. Contribution des actions de reboisement à la restauration des sols dégradés, à la préservation des forêts et à la réduction des émissions (p. ex., séquestration du carbone). 			
9	Ministère des Mines et de la Géologie (Direction Générale des Mines et de la Géologie)	Lutte contre les impacts des changements climatiques sur le secteur minier.	Moyen	Faible	Faible
10	Ministère du Développement de l'Energie et des Ressources Hydrauliques (Direction Générale de l'Energie et de l'Hydraulique)	<ul style="list-style-type: none"> Apport des énergies renouvelables à la réduction des gaz à effet de serre. Contribution aux bonnes pratiques d'adaptation (restauration des terres dégradées) à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. 	Moyen	Faible	Faible
11	Ministère de l'Élevage et de la Santé Animale (Direction Générale de l'Élevage)	<ul style="list-style-type: none"> Lutte contre les impacts des changements climatiques sur les ressources animales et halieutiques. Gestion de la transhumance et appui à la sécurité alimentaire. Gestion des déchets des abattoirs. 	Moyen	Faible	Faible

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation aux changements climatiques
12	Ministère du Transport et de l'Aviation Civile (Direction Générale de la Météorologie)	<ul style="list-style-type: none"> Rôle du secteur des transports en matière d'émissions de carbone. Rôle de l'Agence nationale de la météorologie dans la lutte face aux changements climatiques. 	Moyen	Faible	Faible
13	Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération Internationale (Direction Générale de l'Economie)	<ul style="list-style-type: none"> Leadership en matière de fonds à vocation climatique et coopération en matière de changements climatiques. Suivi de l'impact des changements climatiques sur l'économie. 	Faible	Moyen	Faible
14	Ministère des Finances et du Budget (Direction Générale des Finances)	Financement pour la mise en œuvre des actions d'adaptation et d'atténuation	Faible	Moyen	Faible
15	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (Direction Générale de l'Agriculture)	Lutte contre les impacts négatifs des changements climatiques sur l'agriculture et la sécurité alimentaire	Moyen	Moyen	Faible
16	Ministère de l'Action Humanitaire et de la Réconciliation (Direction Générale d'Action Humanitaire)	Secours d'urgence et de réhabilitation dans la préparation et la réponse aux catastrophes naturelles	Faible	Moyen	Faible

Source : E. Mbayelao et V.D. Denguem, Be-Africa Consulting, septembre 2024.

Les acteurs gouvernementaux sont cependant les mieux organisés pour accompagner le processus de mise en œuvre de la SNGCC dans le temps et dans l'espace. Ils sont repartis sur toute l'étendue du territoire national à travers des services déconcentrés au niveau préfectoral.

Parmi les 15 départements sectoriels impliqués dans le processus du genre et des changements climatiques, 13 disposent de sept Directions régionales pour un total de 91 structures qui seront mobilisées pour la cause au niveau régional. Exceptée la Direction régionale n° 7 qui ne comprend qu'une seule préfecture (la préfecture de Bangui), les autres Directions régionales comprennent deux ou trois préfectures chacune. De ce fait, pour les 20 préfectures du Pays, environ 240 structures déconcentrées de l'État seront mobilisées au niveau préfectoral et 672 au niveau sous-préfectoral. Cela offre une facilité d'accompagnement de proximité des bénéficiaires des programmes et projets relevant de cette stratégie. Le tableau 2 ci-après fournit un résumé des structures déconcentrées des ministères sectoriels mobilisables dans l'accompagnement des bénéficiaires de la SNGCC.

Tableau 2. Situation des structures déconcentrées des acteurs gouvernementaux du genre et de l'adaptation aux changements climatiques en RCA

N°	Ministère	Direction / structure régionale	Structures préfectorales	Structures sous-préfectorales
1	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD)	7	20	0
2	Ministère de la Promotion du Genre et de la Protection de la Femme, de la Famille et de l'Enfant	7	20	84
3	Ministère des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche	7	20	84
4	Ministère de la Santé et de la Population	7	20	84
5	Ministère de l'Enseignement Primaire, Secondaire, Technique et de l'Alphabétisation	7	20	84
6	Ministère de l'Urbanisme, des Villes et de l'Habitat	7	20	84
7	Ministère des Mines et de la Géologie	7	20	0

N°	Ministère	Direction / structure régionale	Structures préfecturales	Structures sous- préfecturales
8	Ministère de l'Enseignement Supérieur	7	20	84
9	Ministère du Transport et de l'Aviation Civile	7	20	0
10	Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération Internationale	7	20	0
11	Ministère des Finances et du Budget	7	20	84
12	Ministère de l'Action Humanitaire et de la Réconciliation	7	20	84
13	Ministère du Développement de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques	7	0	0
	Total	91	240	672

Source : E Mbayelao et V.D. Denguem, Be-Africa Consulting, septembre 2024.

4.1.3 Agences et institutions sous tutelle du gouvernement

Ce sont des institutions et agences sous tutelle des départements sectoriels dont les activités ont des liens avec l'EGIS et/ou l'adaptation aux effets des changements climatiques.

Dix (10) institutions en tout ont été répertoriées et peuvent être classées selon trois catégories : recherche, formation et développement. Chaque entité dispose d'un certain degré de compétence dans au moins l'une des deux thématiques. Cependant, le nexus genre et changements climatiques est mitigé. Le tableau 3 ci-dessous offre une vue des acteurs du genre et de l'adaptation aux changements climatiques travaillant sous la tutelle d'institutions gouvernementales.

Tableau 3. Situation des acteurs du genre et de l'adaptation aux changements climatiques sous tutelle des institutions gouvernementales

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
1	CNC du Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD)	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation des partenaires, tant nationaux qu'internationaux, pour la cause du climat. • Coordination des interventions en faveur du climat. • Information et sensibilisation des acteurs. • Renforcement des capacités des acteurs. 	Bon	Bon	Bon
2	Agence Centrafricaine de Développement Agricole	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre des initiatives agricoles en lien avec les changements climatiques et tenant compte du genre. • Information, sensibilisation et renforcement des capacités des agriculteurs et agricultrices.. • Développement de l'entreprenariat agricole. 	Bon	Moyen	Faible
3	Chambre d'Agriculture et du Tourisme	Offre un espace d'échange de travail entre les acteurs pour le développement des secteurs concernés par les changements climatiques.	Bon	Moyen	Faible

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
4	Université de Bangui	<ul style="list-style-type: none"> • Dispensation de formations de niveau supérieur aux jeunes, femmes et cadres du pays. • Conduite et publication de travaux de recherche. 	Moyen	Moyen	Faible
5	Institut Centrafricain de Recherches Agronomiques	<ul style="list-style-type: none"> • Conduite de recherches agronomiques. • Création et diffusion de nouvelles variétés adaptées aux types de climat et aux régions du pays. • Formation d'acteurs gouvernementaux et du secteur privé sur les itinéraires techniques. 	Moyen	Faible	Faible
6	École Normale Supérieure	Formation d'enseignants formateurs dans les domaines agricoles avec une inclusion des aspects liés aux changements climatiques et au genre.	Moyen	Faible	Faible
7	Institut Supérieur de Développement Rural	<ul style="list-style-type: none"> • Dispensation de formations de niveau supérieur aux jeunes diplômés et cadres du pays. • Conduite de recherches dans le domaine agro-sylvo-pastoral dans un contexte de changements climatiques. 		Faible	Faible

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
8	Collège Technique de Développement Rural	<ul style="list-style-type: none"> Formation de techniciens de l'agriculture et des eaux et forêts. Appui au renforcement des capacités des agriculteurs. 	Moyen	Moyen	Faible
9	Lycée Professionnel Féminin	Encadrement socioprofessionnel des filles dans des métiers éducatifs.	Faible	Moyen	Faible
10	Jeunesse Pionnière Nationale	Formation socioprofessionnelle des jeunes filles et garçons en situation de déperdition scolaire.	Moyen	Faible	Moyen

Source : E. Mbayelao et V.D. Denguem, Be-Africa Consulting, septembre 2024.

L'Institut Centrafricain de Recherche Agronomique est la principale institution de recherche en Agronomie. Cependant, la recherche est aussi le partage des Institutions de formation.

Les Institutions de formation publique répertoriées ici sont l'Université de Bangui, l'Institut Supérieur de Développement Rural, l'École Normale Supérieure, le Lycée Professionnel Féminin, le Collège Technique de Développement Rural, l'Ecole Nationale d'Élevage et le centre de la formation pour la Jeunesse Pionnière Nationale.

L'Agence Centrafricaine de Développement de l'Agriculture, l'Agence Centrafricaine de Développement de l'Élevage, la Chambre d'Agriculture sont les institutions de l'État qui exécutent des programmes sectoriels visant le développement et dont les activités sont plus ou moins impactées par l'EGIS et/ou adaptation aux changements climatiques.

La Coordination Nationale Climat a pour rôle de coordonner la mobilisation des moyens matériels, techniques et financier nécessaires à l'accompagnement des politiques nationales en matière de lutte contre les changements climatiques.

4.1.4 Acteurs du secteur privé

Ce sont des institutions de droit privé dont les activités ont des liens avec l'EGIS ou avec l'adaptation aux effets des changements climatiques. Les structures concernées sont des bureaux d'études, des établissements privés d'enseignement à caractère agronomique, ou encore des entreprises agricoles employant des femmes, des jeunes ou accompagnant les communautés dans l'agroforesterie. Le tableau 4 ci-après fournit la liste des principales entités concernées.

Tableau 4. Situation des acteurs du genre et de l'adaptation aux changements climatiques dans le secteur privé

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
1	Cabinet Be-Africa Consulting	Études sociales, environnementales et de développement	Moyen	Moyen	Moyen
2	Centra Forest	<ul style="list-style-type: none"> Atténuation des changements climatiques par la sylviculture et l'agroforesterie. Protection de réserve spéciale de la forêt de Botambi et de la forêt Pama. 	Moyen	Moyen	Faible
3	Centre d'Agri Business Centrafrique	Production, vente de produits agricoles, études environnementales et socio-économiques, agroforesterie	Moyen	Moyen	Faible
4	Société de Manioc de Centrafrique	Production et commercialisation du manioc (à faible émission de gaz à effet de serre ou avec compensation, utilisation des bio pesticides, variétés adaptées, etc., emploi des femmes)	Faible	Moyen	Faible
5	Centre Catholique Universitaire	Formation des étudiants en sciences juridiques, économiques et sociales (incluant les changements climatiques et le genre)	Faible	Faible	Faible
6	Institut Africain de Management des Projets et des Organisations	Dispensation de formations en agronomie, foresterie et sciences de l'environnement (incluant l'adaptation et le genre)	Moyen	Moyen	Faible

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
7	Centre de Formation Agricole de Carmel	Formation des jeunes en entrepreneuriat agricole, notamment l'agriculture, l'élevage et la foresterie	Moyen	Moyen	Faible
8	Cabinet Eau, Déchet, Environnement, Climat	Bureau d'étude et d'assainissement	Moyen	Moyen	Moyen

Source : E Mbayelao et V.D. Denguem, Be-Africa Consulting, septembre 2024.

4.1.5 Organisations de la société civile du domaine environnemental

Les organisations de la société civile du domaine environnemental sont des ONG et associations qui militent pour la préservation de l'environnement, les droits des communautés locales et des peuples autochtones et la gestion durable des ressources naturelles. Cependant, la plupart de ces organisations poursuivent plusieurs autres objectifs en plus de la question environnementale. Une bonne partie de ces ONG sont membres de la Plateforme des organisations de la société civile centrafricaine pour la Gestion Durable des Ressources Naturelles et de l'Environnement (GDRNE), tandis que les autres évoluent soit en solo, soit en tant que membres d'autres réseaux. Le tableau 5 ci-dessous présente les organisations de la société civile répertoriées.

Tableau 5. Situation des acteurs de la société civile dans le domaine environnemental

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
1	Organisation des professionnels des médias	<ul style="list-style-type: none"> Défense des droits des professionnels des médias. Mobiliser les médias dans la lutte contre les changements climatiques et la promotion du genre. 	Moyen	Moyen	Faible

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
2	Organisation des personnes vivant avec handicap	<ul style="list-style-type: none"> • Défense des droits des personnes vivant avec handicap. • Recherche de partenaires pour une amélioration des conditions de vie des personnes vivant avec handicap. 	Faible	Moyen	Faible
3	Réseau des Populations Autochtones et Locales de Centrafrique (REPALCA)	<ul style="list-style-type: none"> • Défense des droits socio-économiques des peuples autochtones et des populations locales. • Mobilisation de partenaires techniques et financiers pour l'amélioration des conditions de vie des peuples autochtones dans le contexte actuel des changements climatiques. 	Moyen	Bon	Moyen
4	Plateforme des organisations de la société civile centrafricaine pour la Gestion Durable des Ressources Naturelles et de l'Environnement (GDRNE)	Mobilisation d'organisations de la société civile pour la cause de l'environnement, de la biodiversité et de la gestion durable des ressources naturelles	Moyen	Moyen	Moyen
5	Plateforme interconfessionnelle religieuse	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilisation et conscientisation des confessions religieuses à la recherche et la préservation de la paix. • Lutte contre les violences et l'insécurité. • Prévention et gestion des conflits interreligieux. 	Faible	Moyen	Faible

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
6	Éducation Environnement et Développement Durable	<ul style="list-style-type: none"> • Dispensation de connaissances élémentaires et fondamentales aux enfants en âge scolaire et aux adolescents. • Adaptation des formations en fonction des réalités et des besoins du pays en matière d'éducation. • Dispensation de cours de base aux adultes non scolarisés ou ayant abandonné l'école. 	Moyen	Moyen	Faible
7	Groupe d'Action pour le Développement Socioéconomique et la Protection de l'Environnement en Centrafrique	Agriculture, élevage, foresterie, biodiversité et développement durable	Faible	Moyen	Faible
8	Alternative Durable (ALDU)	Agriculture, élevage, foresterie, biodiversité et développement durable, droits des communautés locales et des peuples autochtones	Moyen	Moyen	Faible
9	Mouvement pour la Protection de l'Environnement (MPE)	Foresterie, biodiversité et développement durable, droits des communautés locales et des peuples autochtones	Moyen	Moyen	Faible
10	Jeunesse pour la Protection de l'Environnement en Centrafrique (JPEC)	Foresterie, biodiversité et développement durable, droits des communautés locales et des peuples autochtones	Moyen	Moyen	Faible

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
11	AYLFAIN-RCA	Développement durable, environnement et protection sociale	Faible	Moyen	Faible
12	Organisation pour la Gestion Durable des Ressources Naturelles et de l'Environnement (OGRNE)	Agriculture, élevage, foresterie, biodiversité et développement durable, droits des communautés locales et des peuples autochtones	Moyen	Moyen	Faible
13	Centre d'Appui pour le Développement Durable (CADD)	Foresterie communautaire, droits fonciers des communautés locales et des peuples autochtones, environnement	Bon	Bon	Moyen
14	Réseau des Jeunes pour l'Environnement en Afrique Centrale (REJEFAC)	Foresterie, biodiversité et développement durable, droits des communautés locales et des peuples autochtones	Faible	Moyen	Faible
15	Centre pour l'Information Environnementale et le Développement Durable (CIEDD)	Environnement, développement durable, foresterie communautaire	Moyen	Bon	Moyen
16	Réseau des Jeunes pour le Développement Durable en Centrafrique (REJDDC)	Développement socioéconomique et environnement	Faible	Moyen	Faible
17	Association pour le Bien-être en Centrafrique (ASBECA)	Biodiversité, environnement et développement durable	Faible	Moyen	Faible

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
18	Maison de l'Enfant et de la Femme Pygmée (MEFP)	Agriculture, élevage, foresterie communautaire, biodiversité et développement durable, droits des communautés locales et des peuples autochtones	Moyen	Bon	Faible
19	Centre pour la Recherche et Appui au Développement (CRAD)	Agriculture, élevage, foresterie, biodiversité et développement durable, droits des communautés locales et des peuples autochtones	Bon	Bon	Faible
20	Groupe des Agriculteurs et Exploitants Ruraux de Bimon et Boali (GAERBB)	Agriculture, sylviculture, biodiversité, environnement et développement durable	Moyen	Moyen	Faible
21	Organisation Centrafrique Nature et Environnement (OCNE)	Biodiversité, environnement et développement durable	Moyen	Moyen	Faible
22	Association des Humanitaires pour le Développement (AHD)	Agriculture, biodiversité, environnement et développement durable	Faible	Moyen	Faible
23	Organisation des Volontaires pour l'Environnement et le Développement Socio-Économique (OVEDSE)	Agriculture, biodiversité, environnement et développement durable	Faible	Moyen	Faible
24	Association Ici C'est Chez Nous	Environnement et développement durable	Moyen	Moyen	Faible
25	Projet Engineering	Biodiversité, environnement et développement durable	Moyen	Moyen	Faible

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
26	Réseau des Écovillages, branche RCA (GEN- RCA)	Genre et gouvernance des ressources naturelles	Moyen	Bon	Moyen
27	Jeunesse Volontaire pour l'Environnement (JVE)	Environnement et développement durable	Faible	Moyen	Faible
28	Espérance et vie (ESPV)	Environnement et développement durable	Faible	Moyen	Faible
29	Association des Combattants pour la Protection Sociale (ACPS)	Environnement et développement durable	Faible	Moyen	Faible
30	Sewa Maï	Agriculture, élevage, environnement et développement durable	Faible	Moyen	Faible
31	Association pour le Développement Durable (ADD)	Agriculture, biodiversité, environnement et développement durable	Faible	Moyen	Faible
32	Wa-Fango-Kodé (WFK)	Agriculture, biodiversité, environnement et développement durable	Faible	Moyen	Faible
33	Forêt et Développement Durable (FDD)	Agriculture, biodiversité, environnement et développement durable	Moyen	Moyen	Faible
34	Association Centrafricaine pour le Développement Durable (ACDD)	Agriculture, biodiversité, environnement et développement durable	Faible	Moyen	Faible
35	Dorcas Espérance pour le Développement Durable (DEDD)	Agriculture, biodiversité, environnement et développement durable	Faible	Moyen	Faible

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
36	Association de Défense des Peuples Autochtones de Centrafrique (ADEPAC)	Droits des peuples autochtones, agriculture, sylviculture, biodiversité, environnement et développement durable	Moyen	Moyen	Faible
37	Amis de la Nature	Agriculture, sylviculture, biodiversité, environnement et développement durable	Faible	Moyen	Faible
38	Action Verte	Agriculture, élevage, biodiversité, environnement et développement durable	Faible	Moyen	Faible
39	Action de Résilience aux Changements Climatiques en Centrafrique	Agriculture, sylviculture, biodiversité, environnement et développement durable	Moyen	Moyen	Faible
40	Centre international Waneyombo pour la biodiversité et la gestion durable des ressources naturelles	Création de capacités (techniques et professionnelles) chez les jeunes apprenants et les reconvertis en faveur de la protection de la biodiversité et de l'environnement	Moyen	Moyen	Moyen

Source : E Mbayelao et V.D. Denguem, Be-Africa Consulting, septembre 2024.

4.1.6 Organisations nationales de la société civile pilotées par des femmes

Ce sont des associations et ONG de développement qui sont créées et pilotées par des sujets féminins. Certaines de ces organisations sont entièrement féministes, c'est-à-dire qu'elles poursuivent les objectifs de l'EGIS où vont au-delà, en recherchant un équilibre hommes-femmes. D'autres visent simplement le développement socio-économique des femmes. La protection de l'environnement apparaît comme un aspect transversal de leurs actions.

Le tableau 6 présente les organisations de la société civile pilotées par des femmes.

Tableau 6. Situation des associations et ONG nationales à leadership féminin

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
1	Organisation des Femmes Centrafricaines (OFCA)	<ul style="list-style-type: none"> • Défense des droits des femmes (droit à la santé, santé reproductive, emploi, EGIS, etc.). • Amélioration des conditions de vie des femmes à travers l'appui aux activités génératrices de revenus et l'entrepreneuriat. • Information, sensibilisation et formation (y compris sur le genre et les changements climatiques). • Mobilisation des femmes dans diverses actions gouvernementales. 	Moyen	Bon	Moyen
2	Réseau des Femmes Centrafricaines pour le Climat (REFECC)	<ul style="list-style-type: none"> • Genre et inclusion sociale. • Changements climatiques (information, sensibilisation, formation d'acteurs, plaidoyer, etc.). 	Moyen	Moyen	Faible
3	Femme-Forêt-Développement	Agriculture, élevage, foresterie, biodiversité et développement durable, droits des communautés locales et peuples autochtones	Moyen	Moyen	Faible
4	Avenir de Demain pour un Développement Durable	Développement, protection, agriculture	Moyen	Moyen	Faible
5	Plateforme des Femmes Battantes pour le Développement	Développement et protection des droits des communautés	Faible	Moyen	Faible

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
6	Femmes sans Frontière pour le Développement	Développement et protection sociale	Faible	Moyen	Faible
7	Femmes de l'Espérance	Développement et protection sociale	Faible	Moyen	Faible
8	ONG Sissitiako	Développement et protection sociale	Faible	Moyen	Faible
9	Protection, Environnement et Développement Durable	Développement durable, environnement, biodiversité	Faible	Moyen	Faible
10	Association pour la Promotion et le Développement Communautaire (APDC)	Développement socio-économique et protection sociale	Faible	Moyen	Faible
11	Fondation Mama AWA	Développement et protection sociale	Faible	Moyen	Faible
12	Association des Femmes pour des Actions Sociales	Développement socio-économique et protection sociale	Moyen	Moyen	Faible
13	Femme-Lève-Toi	Développement et protection sociale	Faible	Moyen	Faible
14	Centre d'Accueil Missionnaire Évangélique	Développement et protection sociale	Faible	Moyen	Faible
15	Action Contre la Pauvreté	Agriculture et développement rural	Faible	Moyen	Faible
16	Association Femme et Action	Développement et protection sociale	Faible	Moyen	Faible
17	Femmes de Centrafrique Debout	Développement et protection sociale	Faible	Moyen	Faible
18	Londo Wali Ti Beafrika	Développement et protection sociale	Faible	Moyen	Faible

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
19	Groupement des Femmes Centrafricaines Wali Zingo Na Kode Ti Koua	Développement et protection sociale	Faible	Moyen	Faible
20	E-Zingo	Développement et protection sociale	Faible	Moyen	Faible
21	Wali Mo Londo I Maï	Développement et protection sociale	Faible	Moyen	Faible
22	Association la Miséricorde Divine	Développement et protection sociale	Faible	Moyen	Faible
23	La Sunamite	Développement et protection sociale	Faible	Moyen	Faible
24	Mafoubo de Centrafrique	Développement et protection sociale	Faible	Moyen	Faible
25	Organisation des Femmes Paysannes de la RCA	Agriculture et développement rural	Faible	Moyen	Faible
26	Association pour le Développement de la Famille	Développement et protection sociale	Faible	Moyen	Faible
27	Association des Femmes Baptistes	Développement et protection sociale	Moyen	Moyen	Faible
28	Association des Jeunes pour la Consolidation de la Paix et la Lutte contre les Changements Climatiques (AJCPCC)	Agriculture, élevage, biodiversité, environnement et paix et sécurité	Moyen	Moyen	Faible
29	Maman Gbazabangui	Agriculture, sylviculture, biodiversité, environnement et développement durable	Faible	Moyen	Faible

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
30	Femme et Environnement "Bata Gbako"	Agriculture, élevage, foresterie, biodiversité et développement durable, droits des communautés locales et peuples autochtones	Faible	Moyen	Faible

Source : E. Mbayelao et V.D. Denguem, Be-Africa Consulting, septembre 2024.

4.1.7 ONG, institutions internationales et agences des Nations unies

Les ONG, les institutions internationales et les agences des Nations unies sont les entités nationales des diverses initiatives à caractère mondial intervenant dans une panoplie de domaines pour le développement et le bien-être mondial. L'Agenda des Nations unies, avec les Objectifs de développement durable et la question de la paix et de la sécurité en RCA, est à l'épicentre des interventions de ces institutions en RCA. Le tableau 7 ci-dessous présente l'état des lieux des organisations et institutions internationales intervenant sur la question du climat ou du genre en RCA.

Tableau 7. Situation des ONG, institutions internationales et agences des Nations unies œuvrant pour l'environnement ou le genre

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
1	Agence de Coopération Technique et Développement (ACTED)	<ul style="list-style-type: none"> Lutte contre la pauvreté. Emploi des jeunes. Assistance humanitaire. Développement. 	Moyen	Bon	Faible
2	Conseil danois pour les réfugiés (DRC)	<ul style="list-style-type: none"> Lutte contre la pauvreté. Emploi des jeunes. Assistance humanitaire. Développement. 	Moyen	Bon	Faible

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
3	Welt Hunger Hilfe	<ul style="list-style-type: none"> • Agriculture durable. • Développement de l'entrepreneuriat agricole. • Encadrement des agriculteurs. • Appui institutionnel. 	Bon	Bon	Moyen
4	Fonds Mondial pour la Nature (WWF)	<ul style="list-style-type: none"> • Conservation de la faune et de la biodiversité. • Développement communautaire. • Appui institutionnel. 	Bon	Moyen	Moyen
5	Global Water	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion de l'accès à l'eau potable. • Développement communautaire. • Appui institutionnel. 	Bon	Bon	Moyen
6	Organisation météorologique mondiale (OMM)	<ul style="list-style-type: none"> • Coopération. • Appui institutionnel. 	Bon	Bon	Bon
7	World Vision	Lutte contre la pauvreté et l'injustice envers les enfants, les familles et les communautés	Bon	Bon	Bon
8	Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA)	Paix, sécurité, protection civile	Bon	Bon	Moyen
9	Banque mondiale	<ul style="list-style-type: none"> • Lutte contre la pauvreté. • Sauvegarde environnementale et sociale des programmes et projets. • Appui institutionnel. 	Bon	Bon	Bon

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
10	Banque africaine de développement (BAD)	<ul style="list-style-type: none"> Lutte contre la pauvreté. Sauvegarde environnementale et sociale des programmes et projets. Appui institutionnel. 	Bon	Bon	Bon
11	ONU Femmes	<ul style="list-style-type: none"> Lutte contre les violences basées sur le genre. Protection des droits des femmes. Développement socio-économique intégrant l'EGIS. 	Bon	Bon	Bon
12	Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD)	<ul style="list-style-type: none"> Développement durable, biodiversité, environnement. Appui institutionnel. 	Bon	Bon	Bon
13	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	Agriculture, élevage, foresterie, environnement	Bon	Bon	Bon
14	Programme alimentaire mondial (PAM)	<ul style="list-style-type: none"> Assistance nutritionnelle. Appui à la sécurité alimentaire. 	Bon	Bon	Moyen
15	Union européenne	Coopération multisectorielle	Bon	Bon	Bon
16	GIZ/BMZ	Agriculture, élevage, eaux et forêts, environnement	Bon	Bon	Bon

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
17	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)	<ul style="list-style-type: none"> • Réalisation de l'accès universel à la santé sexuelle et reproductive (y compris la planification familiale). • Promotion des droits de reproduction. • Réduction de la mortalité maternelle. • Accélération des progrès sur le programme de la Conférence Internationale sur la Population et le Développement et les Objectifs du Millénaire pour le développement. 	Bon	Bon	Bon
18	Concordis	Gestion de la transhumance transfrontalière	Bon	Bon	Bon
19	Organisation internationale pour l'immigration (OIM)	Mobilité humaine et changements climatiques	Bon	Bon	Bon
20	Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP)	Contribuer au maintien de la paix et de la sécurité en resserrant, par l'éducation, la science, et la culture, la collaboration entre nations, afin d'assurer le respect universel de la justice, de la loi, des droits de l'Homme, et des libertés fondamentales pour tous, sans distinction de race, de sexe, de langue, ou de religion, que la Charte des Nations unies reconnaît à tous les peuples.	Bon	Bon	Bon

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
21	African Parks (AP)	<ul style="list-style-type: none"> • Conservation de la biodiversité et protection des habitats naturels. • Contribution à l'atténuation et à l'adaptation aux changements climatiques. 	Bon	Bon	Bon
22	Société pour la conservation de la vie sauvage (WCS)	<ul style="list-style-type: none"> • Conservation de la biodiversité et protection des habitats naturels. • Contribution à l'atténuation et à l'adaptation aux changements climatiques. • Vulgarisation des approches « une seule santé » et création de liens avec les approches écologiques. • Œuvre pour la protection de la faune dans des parcs nationaux comme Dzanga-Sangha. 	Bon	Bon	Bon
23	Organisation mondiale de la Santé (OMS)	<ul style="list-style-type: none"> • Prévoir, prévenir et contenir les risques émergents. • Aider les pays et les communautés à répondre aux épidémies, aux catastrophes et aux crises humanitaires. • Évaluer rapidement la disponibilité, la sécurité et l'efficacité des produits de santé d'urgence. 	Bon	Bon	Bon

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
		<ul style="list-style-type: none"> Mobiliser les ressources et les services de santé pour un accès mondial équitable aux vaccins, aux produits thérapeutiques, aux diagnostics et aux fournitures. Soutenir les soins sur le terrain dans les contextes fragiles pour protéger les plus vulnérables. 			

Source : E. Mbayelao et V.D. Denguem, Be-Africa Consulting, septembre 2024.

4.1.8 Hautes autorités de la République

La mise en œuvre de la Stratégie Nationale Genre et Changements Climatiques ne prendra tout son sens qu'avec la participation de toutes les sensibilités de la République. Cela est d'autant plus vrai que ces deux thématiques concernent tout le monde, du plus petit individu au champ aux plus grandes personnalités au sommet de l'État.

Les hautes autorités de la République sont des hautes institutions de l'État qui doivent jouer des rôles politiques importants en matière de partenariat et de mobilisation de fonds nécessaires pour la mise en œuvre de la Stratégie.

Le tableau 8 suivant présente l'état des hautes autorités ayant des rôles politiques intéressants dans la mise en œuvre de la SNGCC.

Tableau 8. Situation des acteurs émanant des hautes autorités du pays

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
1	Présidence de la République (Conseil en matière de climat et de genre)	Avis technique pour le suivi de la politique nationale en matière de genre et de changements climatiques	Bon	Bon	Moyen

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
2	Assemblée Nationale (Commission Ressources Naturelles)	Examen des lois relatives à l'environnement et à la gestion durable des ressources naturelles	Bon	Moyen	Moyen
3	Haute Autorité pour la Bonne Gouvernance	<ul style="list-style-type: none"> Gouvernance économique et sociale. Gouvernance des ressources naturelles. 	Faible	Bon	Faible
4	Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme	<ul style="list-style-type: none"> Promotion et protection des droits de l'homme en RCA. Soutien aux victimes des violations des droits humains. Plaidoyer pour la justice et la réconciliation nationale. 	Faible	Bon	Faible
5	Conseil Économique, Social et Environnemental (Section : Ressources Naturelles)	<ul style="list-style-type: none"> Examen et avis consultatif sur les textes de lois en lien avec la gestion des ressources durables et de l'environnement 	Moyen	Bon	Faible
6	Conseil National de la Jeunesse (Conseil consultatif de la jeunesse)	<ul style="list-style-type: none"> Mobilisation et sensibilisation de la jeunesse dans la mise en œuvre des politiques nationales. Plaidoyer pour l'amélioration des conditions de vie des jeunes. 	Faible	Moyen	Faible
7	Assemblée Nationale (Réseau des femmes parlementaires)	Suivi des actions politiques en matière de genre et d'inclusion	Faible	Moyen	Faible

Source : E. Mbayelao et V.D. Denguem, Be-Africa Consulting, septembre 2024.

4.1.9 Acteurs locaux

Ce sont des institutions ou organisations issues des communautés locales et/ou des peuples autochtones ou non et qui représentent généralement les bénéficiaires des actions. Ces institutions ont notamment le rôle de faciliter l'introduction des innovations en milieu local. Le tableau 9 ci-après fournit les types d'acteurs qui peuvent participer favorablement à la mise en œuvre de la SNGCC en milieu rural.

Tableau 9. Acteurs locaux pouvant impacter le processus d'EGIS et d'adaptation aux changements climatiques

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
1	Mairie / Municipalité	<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation et mobilisation communautaires. Soutien au développement local et initiatives de lutte contre les changements climatiques. 	Faible	Moyen	Faible
2	Chefferies traditionnelles / coutumières	<ul style="list-style-type: none"> Sensibilisation des communautés de leurs clans respectifs. Défense des domaines claniques coutumiers. 	Moyen	Faible	Faible
3	Chefferies modernes	<ul style="list-style-type: none"> Vulgarisation des lois au niveau local. Information et sensibilisation des communautés sur les programmes et projets du gouvernement touchant leur localité. 	Moyen	Moyen	Faible
4	Notabilités	Appui aux chefs	Moyen	Moyen	Faible
5	Organisations locales de la jeunesse	Défense des droits des jeunes de leurs localités	Moyen	Moyen	Faible
6	Organisations locales des femmes	Défense des droits des femmes	Moyen	Faible	Faible

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
7	Communautés religieuses	Information, sensibilisation et formation en lien avec la religion	Moyen	Faible	Faible

Source : E. Mbayelao et V.D. Denguem, Be-Africa Consulting, septembre 2024.

Dans plusieurs localités, certaines de ces institutions, telles que les chefferies coutumières ou les communautés religieuses, sont une barrière à l'égalité des genres dans les processus locaux. Le succès de la mise en œuvre de la SNGCC de la RCA dépendra en partie de la prise en compte de ces considérations et de la capacité à y remédier en amont de toute intervention sur le sujet.

Plusieurs réseaux d'organisations de la société civile en provenance des communautés de base, telle que l'Association des femmes évangéliques de Bossangoa (AFEB), sont actifs dans le nord du pays (à Ndelé) comme dans le sud-ouest (à Bangassou, Obo et Zémio) et pourront être mis à contribution pour la cause de l'intégration des questions de genre dans l'adaptation aux changements climatiques.

Un travail d'identification de ces acteurs locaux serait également indispensable et se situera en amont des interventions dans le cadre des programmes et projets en lien avec la SNGCC-RCA.

4.2 Acteurs spécifiques du nexus genre et adaptation aux changements climatiques

4.2.1 Approche nexus

« L'expression approche nexus est de plus en plus usitée dans le monde des organisations internationales, des ONG et parfois même dans le milieu académique. Elle renverrait à une approche intégrée visant à mieux lier les secours et réponses d'urgence ainsi que les solutions sur le plus long terme afin que les communautés affectées par des crises soient plus résilientes et puissent vivre en paix. Pour certains, dans le domaine de la protection de l'environnement, l'approche nexus constitue une nouvelle orientation qui s'inscrit dans les sciences de la durabilité et promeut une approche écologique et multi-acteurs » (Dr Ndiaye N. A., 2023).

On peut en déduire que l'identification des acteurs du nexus genre et changements climatiques renvoie à la question des capacités ou de la compétence de ces acteurs à inclure ou à concevoir des programmes et projets d'adaptation aux effets des changements climatiques, lesquels intégreront de façon systémique les préoccupations liées au genre, à travers l'utilisation d'une boîte à outils axée sur le genre et l'adaptation.

4.2.2 Acteurs du nexus genre et adaptation

Fort de ce qui précède, on peut dire que les acteurs du nexus genre et adaptation sont des acteurs ou parties prenantes qui disposent des compétences et technicités nécessaires en vue d'une approche intégrée tenant compte du genre ainsi que de l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques. Cela découlerait d'une intégration du genre dans la conception, la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des programmes et projets d'adaptation et/ou d'atténuation des changements climatiques.

Sur ce terrain, aucune institution au niveau national ne semble véritablement disposer d'une telle expertise. Par le passé, certaines organisations de la société civile, avec l'appui d'agences du système des Nations unies, ont eu à mener des actions intégrant le genre ainsi que l'atténuation et l'adaptation aux effets des changements climatiques. Ces organisations de la société civile (OSC) estiment néanmoins que leurs capacités restent encore relativement faibles sur certaines thématiques de gestion du climat. Le tableau 10 ci-dessous énumère les institutions pertinentes.

Tableau 10. Acteurs du nexus genre et changements climatiques

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
1	Réseau des Écovillages, branche RCA (GEN-RCA)	Promotion des droits des femmes dans les actions de gouvernance des ressources naturelles et de préservation de l'environnement.	Bon	Bon	Moyen
2	Action pour la Population et le Développement Durable	<ul style="list-style-type: none"> Information et sensibilisation des populations sur les enjeux environnementaux et la gestion durable des ressources naturelles. Mobilisation des partenaires techniques et financiers pour la cause de l'environnement et assistance humanitaire aux personnes vulnérables. 	Moyen	Moyen	Moyen

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
		<ul style="list-style-type: none"> Promotion des initiatives féminines visant la préservation de l'environnement à travers l'utilisation de foyers améliorés. 			
3	Avenir en marche	<ul style="list-style-type: none"> Information et sensibilisation sur les enjeux de développement et la gestion durable des ressources naturelles. Mobilisation des partenaires techniques et financiers pour la cause du développement et de l'environnement et assistance humanitaire aux personnes vulnérables. Renforcement des capacités des femmes sur des initiatives féminines visant la préservation de l'environnement à travers l'utilisation de foyers améliorés. 	Moyen	Bon	Moyen
4	Welt Hunger Hilfe (WHH)	<ul style="list-style-type: none"> Mobilisation des acteurs nationaux (administration, société civile et populations locales) pour la cause de l'environnement à travers la promotion des actions de développement durable. 	Bon	Bon	Moyen

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
		<ul style="list-style-type: none"> • Emploi des jeunes et des femmes et entrepreneurs agricoles. • Lutte contre les changements climatiques à travers des initiatives visant la réduction de la pression sur les ressources forestières. 			
5	Ministère en charge de l'agriculture	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en place de projets de développement agricole en lien avec les changements climatiques. • Encadrement des producteurs paysans et d'autres entrepreneurs du domaine. • Mobilisation de subventions aux producteurs. • Mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière d'agriculture et de développement rural. 	Moyen	Moyen	Faible
6	Réseau des Femmes Centrafricaines pour le Climat (REFECC)	<ul style="list-style-type: none"> • Soutien aux actions qui promeuvent l'égalité des genres et l'inclusion sociale dans la lutte contre les changements climatiques. 	Bon	Bon	Moyen

N°	Institution	Domaines d'intervention	Niveau de connaissance / expertise		
			Adaptation	Genre	Nexus genre-adaptation
		<ul style="list-style-type: none"> Mobilisation financière et renforcement des capacités de tous les acteurs (en particulier les femmes et autres personnes vulnérables) sur l'EGIS et les changements climatiques. 			

Source : E Mbayelao et V.D. Denguem, Be-Africa Consulting, septembre 2024.

4.2.3 Analyse FFOM des acteurs et parties prenantes

Au niveau des programmes de développement, l'intégration systématique du genre et de l'adaptation aux changements climatiques devient un enjeu de plus en plus important pour les acteurs impliqués. Les acteurs du genre et du climat de la République Centrafricaine, comme leurs homologues du monde entier, doivent se hisser à la hauteur de ces attentes.

L'analyse du système d'acteurs actuel permet de localiser le goulot d'étranglement et de proposer des solutions à mettre en place pour maximiser la contribution des uns et des autres en ce qui concerne la promotion du genre dans les questions liées au climat. Le tableau 11 ci-dessous fournit une analyse FFOM (Forces-Faiblesses-Opportunités-Menaces) du système d'acteurs impliqués dans le domaine du genre et des changements climatiques en République centrafricaine.

Tableau 11. Analyse FFOM du système d'acteurs du processus de l'EGIS et de l'adaptation aux changements climatiques

Types d'acteurs	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Haute Autorités de la République	<ul style="list-style-type: none"> • Fort pouvoir d'influence et de décision. • Forte capacité de mobilisation des partenaires techniques et financiers (PTF). 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible suivi des actions financées par le gouvernement et les PTF. • Manque de volonté politique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Cadre national d'échange en cours de planification. 	<ul style="list-style-type: none"> • Retrait des PTF. • Le climat sécuritaire.
Institutions gouvernementales	<ul style="list-style-type: none"> • Existence de textes juridiques. • Existence de directions et de services dédiés au genre et aux changements climatiques. • Existence d'un mécanisme de coordination des interventions climatiques. • Existence d'un dispositif de coordination en matière de genre. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mobilité du personnel étatique. • Faible capacité d'influence vis-à-vis des politiques. • Faible capacité de mobilisation des acteurs. • Insuffisance des moyens matériels, techniques et financiers. • Disponibilité de compétences éparses en matière de changements climatiques et de genre. 	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre des stratégies et politiques nationales en matière de climat, de genre, de gestion durable des ressources naturelles et de préservation de la biodiversité. • Transversalité des deux concepts : genre et climat. • Facilité de coopération avec les autres institutions, y compris la société civile et les PTF. • Existence du Fonds National pour la lutte contre le Changement Climatique en RCA (FONACAR). • Existence du Fonds de Développement Forestier. 	<ul style="list-style-type: none"> • Instabilité politique. • Mouvements du personnel, instabilité institutionnelle.

Types d'acteurs	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Institutions de formation et de recherche	<ul style="list-style-type: none"> • Capacité de valorisation des connaissances et savoir-faire locaux. • Facilité de partage des connaissances et savoir-faire entre les parties prenantes. • Facilité d'adaptation des formations en fonction du niveau de connaissances des acteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible effectif des chercheurs dans les domaines liés aux changements climatiques et au genre. • Insuffisance de synergie entre les chercheurs et les autres acteurs (secteur privé, acteurs institutionnels, société civile, communautés, etc.). • Allocation budgétaire insuffisante pour la recherche sur le genre et le climat. 	Existence de politiques nationales promouvant des recherches sur plusieurs thématiques en lien avec le climat (CDN, PNA, SNGCC, CNI-REDD+, etc.).	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de mécanisme d'incitation des jeunes chercheurs à se lancer dans les recherches en lien avec le climat. • Absence d'intérêt des chercheurs pour des travaux en lien avec le genre et les changements climatiques.
Agences sous tutelle des administrations publiques	<ul style="list-style-type: none"> • Compétences avérées dans des domaines en lien avec les changements climatiques et le genre (agriculture, eaux et forêts, aménagement du territoire, énergie, etc.). • Engagées dans la mise en œuvre des programmes gouvernementaux. 	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance des ressources financières et insuffisance en nexus genre et changements climatiques. • Faible capacité d'influence des politiques. • Capacité insuffisante de mobilisation des partenaires techniques et financiers. • Insuffisance de compétences en nexus genre et changements climatiques. 	<ul style="list-style-type: none"> • Disponibilité des ressources humaines. • Existence de parties prenantes aux processus nationaux en lien avec le genre et le climat. • Disponibilité des partenaires techniques et financiers. 	Instabilité institutionnelle et financière

Types d'acteurs	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> • Connaissance des enjeux et thématiques liés au genre et aux changements climatiques. • Accompagnement des actions du gouvernement. • Facilité d'investissement. 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible engagement pour les questions liées au nexus genre et changements climatiques. • Faible capacité de mobilisation financière. • Absence d'institution de financement des actions climatiques et liées au genre. • Accès difficile aux financements au niveau international. 	<ul style="list-style-type: none"> • Possibilité d'accès aux fonds climatiques. • Possibilité d'actions innovantes dans le secteur climatique. 	<ul style="list-style-type: none"> • Difficultés à mobiliser des fonds climatiques tant au niveau national qu'international. • Absence d'expertise sur l'intégration du nexus genre et adaptation dans ses activités.
Acteurs locaux	<ul style="list-style-type: none"> • Connaissance des bénéficiaires des actions climatiques ainsi que de leurs besoins. • Capacité d'influence positive sur la mise en œuvre des programmes et projets. • Représentation du pouvoir public au niveau local. • Disponibilité pour s'engager dans les thématiques. 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible connaissance des enjeux liés au climat et au genre. • Faible capacité de mobilisation financière. 	Motivation pour des contributions au développement de leurs localités et de la lutte contre les changements climatiques.	<ul style="list-style-type: none"> • Sensation de tromperie ou d'incohérence dans les interventions. • Insécurité.

Types d'acteurs	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Organisations de la société civile nationale du domaine environnemental	<ul style="list-style-type: none"> • Importance du nombre d'OSC travaillant dans des domaines en lien avec l'environnement. • Existences de plusieurs réseaux d'ONG, y compris dans les domaines du climat et du genre. • Excellente capacité de mobilisation communautaire. 	<ul style="list-style-type: none"> • Instabilité financière. • Compétence limitée sur les thématiques liées au genre et aux changements climatiques. • Faible niveau d'instruction de certains leaders d'OSC. • Insuffisance ou inexistence d'action concrète de terrain pour certaines OSC. • Faiblesse/absence de soutien de l'État aux actions de la société civile sur les plans technique et financier. • Faible capacité de mobilisation des partenaires techniques et financiers. 	<ul style="list-style-type: none"> • Synergie et réseautage avec les pairs aux niveaux infrarégional et international. • Processus inclusif et participatif des politiques, programmes et projets nationaux touchant aux questions de climat et de genre. 	<ul style="list-style-type: none"> • Suspension d'une organisation ou d'un réseau d'organisations. • Perte de confiance des communautés à la base vis-à-vis de la société civile. • Usurpation des responsabilités (risque de substitution aux rôles de l'Administration). • Suspension de la convention de financement avec les bailleurs.
ONG et institutions internationales	<ul style="list-style-type: none"> • Synergie de travail avec les pairs à l'international. • Accès facile aux financements extérieurs. • Compétences avérées en mobilisation des ressources financières. • Excellente capacité organisationnelle. 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible synergie avec les organisations de la société civile nationale. • Faible capacité d'influence des acteurs (surtout des autorités politiques). • Faible connaissance des enjeux locaux. 	Importance accordée à la coopération internationale dans le processus de gouvernance climatique.	<ul style="list-style-type: none"> • Discréditation du droit de siège de l'organisation. • Désapprobation des populations à la base.

Types d'acteurs	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces
Partenaires techniques et financiers (PTF)	<ul style="list-style-type: none"> • Existence de réseaux de soutien. • Expertise avérée en nexus genre et changements climatiques. • Expertise avérée en mobilisation financière. • Facilité de collaboration avec tous les autres partenaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Faible seuil d'enveloppe accordée. • Faible capacité d'influence des politiques. 	<ul style="list-style-type: none"> • Existence des conventions et accords internationaux sur les changements climatiques. • Cadre national d'investissement ouvert à tous. • Caractère participatif et inclusif des politiques et programmes liés au climat en RCA. 	<ul style="list-style-type: none"> • Rareté des financements extérieurs et intérieurs ces derniers temps. • Le climat sécuritaire. • Faible priorisation du genre et du climat dans leur planification.

Source : E Mbayelao et V.D. Denguem, Be-Africa Consulting, septembre 2024.

4.3 Cadre de concertation multi-acteurs

Le cadre de concertation multi-acteurs peut être considéré comme un espace où les différents acteurs et parties prenantes concernés par un processus se retrouvent pour échanger sur les avancées de la mise en œuvre du processus en question. Ce mécanisme constitue un puissant moyen de prévention et de gestion des conflits à travers un dialogue anticipatif autour de leurs causes probables. La mise en œuvre des programmes et projets en lien avec la lutte contre les effets des changements climatiques, les ressources naturelles ou la place des femmes et d'autres personnes vulnérables est souvent source de conflits. L'existence d'un espace de dialogue national entre les partenaires constituerait une grande avancée sur la voie de la gestion transparente, participative et inclusive.

Force est de constater qu'au niveau national, il n'y a que deux réseaux d'acteurs de la société civile qui se réunissent au besoin pour discuter des problèmes environnementaux et sociaux touchant surtout aux droits des communautés locales et des peuples autochtones. Il s'agit ici de :

- Plateforme des organisations de la société civile centrafricaine pour la Gestion Durable des Ressources Naturelles et de l'Environnement (GDRNE).
- Réseau des Populations Autochtones et Locales de Centrafrique (REPALCA).

Ces deux réseaux n'ont pas un caractère multi-acteurs et ne disposent pas de l'ensemble des compétences nécessaires pour accompagner la mise en œuvre de la SNGCC, d'où la nécessité de renforcer leurs capacités. Le besoin de la RCA relatif aux espaces de dialogue multi-acteurs reste crucial, non seulement pour l'accompagnement de la mise en œuvre de la Stratégie Nationale Genre et Changements Climatiques (SNGCC), mais aussi pour toute autre invention en matière de gestion durable et de protection de la biodiversité.

5.0 Analyse des influences

5.1 Limites du système

Le problème majeur rencontré dans le fonctionnement du système d'acteurs intervenant sur les questions de genre et de changements climatiques en République Centrafricaine est la carence de communication entre les acteurs. Cela est dû surtout au fait qu'il n'y a pas de véritable mécanisme de communication entre ces acteurs. Il n'existe à ce jour aucun cadre de communication entre le Département en charge de l'Environnement et les ministères sectoriels d'une part, ni entre les autres institutions entre elles, ni entre ces institutions et l'administration en charge de l'environnement d'autre part. Cela explique pourquoi les différentes interventions de ces institutions auprès des populations souffrent d'un manque de visibilité. La Coordination Nationale Climat, organe national, dont l'un des rôles, est d'assurer la coordination entre différents acteurs et niveaux de gouvernement pour garantir une approche intégrée et cohérente et intégrée de la politique climatique nationale, n'arrive pas à jouer efficacement ce rôle de nos jours, à cause de cette situation.

Dans le contexte actuel du suivi de la mise en œuvre de la SNGCC qui s'inscrit dans le programme appuyé par le Réseau mondial de PNA, la CNC devra accroître le suivi des programmes et projets nationaux mis en œuvre par les acteurs sectoriels. Ce suivi devra passer par une délégation du pouvoir de suivi aux acteurs sectoriels et par la collecte et le traitement des données en provenance des sectoriels en vue de leur compilation. Cela ne concernera pas uniquement les intervenants sectoriels mais aussi les autres acteurs tels que les ONG et les agences du système des Nations unies. C'est là qu'apparaît l'intérêt de coopérer par le biais des points focaux genre et des points focaux changements climatiques des intervenants sectoriels. Il serait aussi souhaitable que les entités qui ne disposent pas encore de points focaux puissent mettre en place ces derniers.

Bien que les institutions et organisations internationales disposent de moyens pour contribuer à l'amélioration de la condition des femmes dans les processus climatiques, elles manquent d'influence politique. La société civile dispose en revanche d'une forte capacité de mobilisation d'acteurs pour influencer les décideurs, mais elle subit un manque de compétences techniques dans des thématiques pointues liées au climat et au genre. En outre, ses capacités financières et de mobilisation des partenaires financiers sont encore insuffisantes.

5.2 Analyse des acteurs en réseaux

L'étude a permis d'identifier cinq groupes d'acteurs dans le système national d'acteurs du genre et du climat. Il s'agit de :

- Réseau des Femmes Centrafricaines pour le Climat (REFECC).
- Réseau des Populations Autochtones et Locales de Centrafrique (REPALCA).
- Plateforme des organisations de la société civile centrafricaine pour la Gestion Durable des Ressources Naturelles et de l'Environnement (GDRNE).
- Réseau Mondial des Écovillages en RCA (GEN-RCA).
- Réseau des femmes parlementaires.

Le REFECC et la GDRNE sont des initiatives nationales, tandis que GEN-RCA et le REPALCA sont affiliés à des réseaux internationaux constitués de pairs. La GDRNE compte plus de 60 organisations adhérentes, mais reste généraliste sur la question du climat. Le fonctionnement de ces réseaux dépend surtout des acteurs externes. Le REFECC et GEN-RCA poursuivent des objectifs féministes dans le cadre du climat. Le Réseau des femmes parlementaires, quant à lui, joue un rôle significatif en termes de plaidoyer auprès des décideurs politiques.

Prises ensemble, ces cinq organisations, avec les Ministères en charge de l'Environnement, du Genre, des Forêts, de l'Agriculture, de l'Élevage, de la Recherche, de l'Éducation, de la Santé, de l'Hydraulique et de l'Enseignement Supérieur, constituent les acteurs de premier plan de la mise en œuvre de la SNGCC. À ces acteurs peuvent s'ajouter Welt Hunger Hilfe, Action pour la Population et le Développement Durable, et Avenir en Marche, ces ONG ayant planifié et mis en œuvre des actions d'adaptation intégrant le genre et l'inclusion sociale.

5.3 Engagement des acteurs avec le gouvernement

De tous les acteurs étudiés, les institutions gouvernementales sont les plus engagées avec le gouvernement dans la mise en œuvre des politiques en matière de genre et de changements climatiques. Le ministère de l'Environnement et du Développement Durable, assisté par les départements sectoriels, est chargé de mettre en œuvre les politiques du gouvernement, chacun en fonction de son mandat. Cet engagement est repris par les agences gouvernementales exerçant dans divers domaines (recherche, agriculture, élevage, etc.). Ces institutions étatiques sont appuyées fortement par les ONG et institutions internationales et les agences du système des Nations unies. Le niveau de collaboration entre les organisations de la société civile et le gouvernement, en ce qui concerne les questions de genre et d'adaptation aux changements climatiques, est limité. Celui du secteur privé avec le gouvernement est encore plus faible.

5.4 Influence des parties prenantes identifiées

Les OSC, surtout les ONG nationales et les acteurs locaux, sont de loin les acteurs les plus influents pour la réussite de la mise en œuvre de la SNGCC. Le rôle et l'importance des ONG

nationale sont centraux dans les plaidoyers et efforts de lobbying auprès des décideurs politiques au niveau du pouvoir central. De leur côté, les acteurs locaux réalisent un travail essentiel de fond auprès des communautés, en facilitant l'appropriation et l'exécution des mesures devant être prises dans le domaine du genre et des changements climatiques.

Lorsqu'elles sont bien outillées et équipées pour effectuer leurs tâches, les organisations de la société civile, notamment les ONG à vocation environnementale et les ONG féministes, laissent toujours des impacts positifs. La plupart des réseaux nationaux de la société civile ont fait preuve de cette influence dans bien des processus de gouvernance au niveau national tel que l'Accord de partenariat volontaire (APV) pour l'application des réglementations forestières, la gouvernance et les échanges commerciaux (FLEGT) ou le processus REDD+.

Les OSC sont capables d'influencer non seulement les décideurs politiques mais aussi les autres acteurs et parties prenantes tels que le secteur privé. Cette force est capitalisable dans le cadre de la mise en place de la plateforme sur le genre et les changements climatiques.

Au niveau local, les autorités locales, les leaders religieux, les leaders des jeunes, les groupes de femmes et les organisations communautaires de base sont très compétents lorsqu'il s'agit de faciliter la mise en œuvre des actions au niveau local. Cela découle de leur forte capacité de mobilisation des communautés, à travers la maîtrise du mécanisme de communication intercommunautaire.

Cependant, à l'heure actuelle, ces acteurs ne sont pas bien outillés pour accompagner la mise en œuvre des projets et programmes climatiques intégrant les questions d'EGIS.

5.5 Acteurs clés pouvant rejoindre le Groupe de travail Genre et Adaptation aux Changements Climatiques

Cette étude met en lumière un certain nombre d'institutions pertinentes qui seraient en mesure d'intégrer le GTGACC :

- Présidence de la République.
- Assemblée Nationale.
- Primature.
- Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme.
- Organisation internationale pour les migrations (OIM).
- Organisation des Nations unies pour la Femme (ONU Femmes).
- Réseau des Femmes Centrafricaines pour le Climat (REFECO).
- Réseau des Populations Autochtones et Locales de Centrafrique (REPALCA).
- Plateforme des organisations de la société civile centrafricaine pour la Gestion Durable des Ressources Naturelles et de l'Environnement (GDRNE).
- Réseau Mondial des Écovillages en RCA (GEN-RCA).
- Association des Jeunes pour la Consolidation de la Paix et les changements climatiques (AJCPLCC)

-
- Réseau des femmes parlementaires de Centrafrique.
 - Conseil Économique, Social et Environnemental.

5.6 Leviers

Les entretiens et analyses menés dans le cadre de cette étude ont mis en évidence trois points qui devront constituer le levier de la mise en place du système national multi-acteurs autour du genre et des changements climatiques. Il s'agit de :

- Impliquer les décideurs politiques à la tête des espaces de dialogue multi-acteurs qui seront mis en place dans un contexte d'EGIS et de lutte contre les changements climatiques. Les décisions politiques sont souvent difficiles à prendre quelle que soit la qualité des propositions techniques. Ne pas prendre en compte cet aspect de la chose dès le début du processus serait une erreur. Les hautes autorités peuvent également travailler en vue du financement des projets et programmes liés à la mise en œuvre de la SNGCC. L'établissement d'un mécanisme de communication avec les hautes autorités du pays sur le cadre d'accompagnement de la SNGCC faciliterait l'adoption des résolutions de travaux par la haute hiérarchie.
- Impliquer les PTF dans les espaces de dialogue qui seront déployés dans le cadre de la SNGCC. Ces PTF disposent d'une facilité de mobilisation de fonds à travers les divers instruments internationaux de financement de l'action climatique. Leur implication leur permettra de suivre l'évolution du processus et de contribuer à la mobilisation des ressources nécessaires à l'exécution des programmes.
- Disposer d'une stratégie de communication spécifique pour les hautes autorités de l'État. Du fait des agendas chargés de ces décideurs politiques, il est question ici de développer une stratégie de communication adaptée à leurs besoins, leur rythme de travail et leur niveau de disponibilité.

L'observation de ces quelques leviers peut apporter un plus significatif pour la réussite de la mise en œuvre de la SNGCC.

6.0 Conclusion et recommandations

En somme, cette étude nous a permis de comprendre qu'un éventail d'acteurs étatiques et non étatiques, tant nationaux qu'internationaux, interviennent sur la question du genre et du climat en République Centrafricaine. Parmi ces acteurs, les organisations de la société civile, notamment les ONG nationales, sont les plus importantes dans ces démarches visant à intégrer le genre et l'inclusion sociale dans des processus de gouvernance et de gestion nationale des ressources naturelles. Viennent ensuite les institutions et organisations internationales, suivies des acteurs gouvernementaux.

Cependant, la plupart de ces acteurs, notamment les OSC, ne disposent pas des capacités techniques nécessaires sur les thématiques liées à l'environnement, en particulier l'adaptation et le genre. Ils ont aussi une faible capacité organisationnelle et subissent un manque de ressources matérielles et financières pour le déploiement de leurs activités, faute de compétences dans des domaines spécifiques de gestion d'une organisation. Leurs principales forces résident dans la mobilisation des acteurs (y compris les communautés) et leur capacité à influencer les politiques nationales à travers le plaidoyer et le lobbying.

Les autres acteurs (institutions gouvernementales, la recherche, les agences des Nations unies et les institutions et ONG internationales) disposent en revanche de compétences techniques dans au moins l'un des sujets de l'étude (genre et inclusion sociale, ou adaptation aux changements climatiques). Néanmoins, ils n'ont pas assez de capacité d'influence sur les programmes gouvernementaux. Cela est dû surtout au fait de leurs mandats respectifs.

Les résultats de l'étude démontrent clairement que les acteurs des deux domaines pris en compte par l'étude ont plus ou moins de compétences sur ces sujets, mais de façon isolée.

Toutefois, une poignée d'organisations, composée essentiellement d'organisations de la société civile nationale et internationale, en partenariat avec le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable et le Ministère des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche, mettent actuellement en œuvre une action allant dans le sens du nexus genre et changements climatiques.

Ainsi, les objectifs de cette étude ont été atteints. Celle-ci a permis de faire un état des lieux des acteurs du genre et des changements climatiques en RCA, avec un accent mis sur le nexus genre et adaptation. Toutefois, ni l'effectif, ni les capacités techniques de ces acteurs ne suffisent encore pour assurer une mise en œuvre efficace de la SNGCC ainsi que des autres politiques nationales en lien avec le climat, la biodiversité et la gestion durable des ressources naturelles. C'est la raison pour laquelle nous proposons les recommandations ci-après afin que le futur Groupe de travail puisse répondre efficacement aux attentes en matière d'accompagnement de la mise en œuvre de la SNGCC. Ces recommandations sont les suivantes :

-
- Organiser les institutions gouvernementales en un réseau d'acteurs institutionnels en vue de mieux se préparer et partager les informations relatives à la mise en œuvre de la Stratégie Nationale Genre et Changements Climatiques.
 - Poursuivre la mise en place de points focaux dans tous les ministères qui n'en disposent pas encore.
 - Renforcer les capacités de toutes les parties prenantes et acteurs sur les thématiques liées au genre, aux changements climatiques et au nexus genre et changements climatiques.
 - Orienter les renforcements des capacités de sorte à pouvoir combler le déficit du groupe d'acteurs en question (davantage de sessions de renforcement des capacités sur le genre à l'endroit des acteurs plutôt spécialisés en changements climatiques, et vice versa).
 - Impliquer les ONG internationales dans le Groupe de travail Genre et Adaptation aux Changements Climatiques en vue d'encourager un réseautage des ONG internationales axées sur le genre et le climat, pour faciliter la mobilisation d'autres partenaires nécessaires à la mise en place de la SNGCC.
 - Mettre en place un espace de dialogue entre le Groupe de travail et les hautes autorités de l'État en vue de favoriser la formalisation du Groupe de travail en une plateforme plus imposante et formelle afin de galvaniser non seulement la mise en œuvre de la SNGCC mais aussi des autres politiques nationales en lien avec le genre, la biodiversité et la gestion durable des ressources naturelles.

Références

- Dr Ndiaye N. A. (2023). Nexus Démocratie-Sécurité-Changement Climatique en Afrique de l'Ouest : plaidoyer pour des approches inclusives et holistiques. https://psc.fes.de/fileadmin/user_upload/images/publications/2024/FES-PSCC-PolicyBrief-A4-Nexus-FR-03.pdf
- Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) de la République Centrafricaine. (2021). CDN révisé de la RCA. <https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-06/CDN%20Revis%C3%A9%20RCA.pdf>
- Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) de la République Centrafricaine. (2021). Plan national d'adaptation (PNA) initial. <https://unfccc.int/sites/default/files/resource/CAR-NAP-FR-web.pdf>
- Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD) de la République Centrafricaine. (2023). Stratégie Nationale Genre et Changements Climatiques (SNGCC). <https://napglobalnetwork.org/wp-content/uploads/2023/11/napgn-fr-2023-strategie-nationale-genre-et-changements-climatique-de-la-republique-centrafricaine.pdf>
- Ministère de la Transformation et de la fonction publiques de la France. (2021). Cartographier ma société civile. Kit de cartographie de la Société civile, Direction interministérielle de la transformation publique. https://www.modernisation.gouv.fr/files/2021-06/Kit-Cartographie-societe_civile.pdf
- Réseau mondial de PNA. (Non publié). Programme PNA-RCA 2024-2025.

Annexe A. Termes de référence des travaux de cartographie des acteurs

Termes de référence des travaux de cartographie des acteurs du genre et de l'adaptation de la République Centrafricaine

Réseau mondial de PNA

Financé par Affaires mondiales Canada

A1.1 Contexte

Dans le cadre de la mise en œuvre du Programme national d'appui au processus de PNA, le Gouvernement de la République Centrafricaine, par le biais de la Coordination Nationale Climat, a bénéficié d'un appui technique du Réseau mondial de PNA avec un soutien financier d'Affaires mondiales Canada. Le but de cet appui est d'accompagner la République Centrafricaine dans la mise en œuvre de ses engagements internationaux en matière de lutte contre le réchauffement planétaire.

Signalons que sur cette question, la RCA a mis en place plusieurs instruments de gouvernance et de gestion du climat, au nombre desquels on peut noter les plus récents : la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) révisée adoptée en 2021, le plan national d'adaptation (PNA) initial validé en août 2021 et la Stratégie Nationale Genre et Changements Climatiques (SNGCC) d'octobre 2023.

Conformément à la planification du premier trimestre de mise en œuvre du Programme d'appui au processus de PNA-RCA 2024–2025, et en vue d'assurer une meilleure coordination des interventions en matière de genre et d'inclusion sociale, il a été prévu d'établir une cartographie des acteurs du genre et des changements climatiques. Cette cartographie devra contribuer à son tour à la mise en place d'un Groupe de travail Genre et Adaptation aux Changements Climatiques.

Notons aussi que la Stratégie Nationale Genre et Changements Climatiques de la RCA poursuit cinq objectifs spécifiques, à savoir : 1) Renforcer le cadre institutionnel et mobiliser les financements permettant de prendre en compte le genre et l'inclusion sociale dans toute action climatique ; 2) Intégrer l'approche de l'égalité des genres et de l'inclusion sociale (EGIS) dans la conception, la mise en œuvre et le suivi, évaluation et apprentissage des programmes et projets d'adaptation et d'atténuation des secteurs prioritaires ; 3) Renforcer les capacités des diverses parties prenantes sur les approches pour l'atténuation et l'adaptation qui répondent

aux questions de genre et d'inclusion sociale ; 4) Améliorer la connaissance et la compréhension des liens entre le genre et les changements climatiques de l'ensemble des parties prenantes afin de leur faire prendre conscience des impacts des changements climatiques et des capacités différenciés, mais aussi de l'importance de la prise en compte du genre et du leadership des femmes et des personnes vulnérables dans l'ensemble des politiques, stratégies et programmes d'atténuation et d'adaptation et 5) Soutenir l'autonomisation et le leadership des femmes, des jeunes filles, des populations autochtones et des autres groupes vulnérables dans la lutte contre les changements climatiques.

Pour travailler vers l'atteinte de ces objectifs, un cadre de coopération et de synergie entre intervenants sera nécessaire. Il faudra aussi que les différents acteurs soient pertinents et outillés des connaissances nécessaires en vue d'être proactifs dans la mise en œuvre du Plan d'action Genre et Changements climatiques qui accompagne la Stratégie précitée.

Il est à noter par ailleurs que le Programme d'accompagnement du processus de PNA initial RCA a permis d'identifier un certain nombre d'acteurs qu'il faudra compléter et actualiser.

Ce travail consiste alors à recenser les différents acteurs qui interviennent sur la question du genre et de l'adaptation aux effets des changements climatiques, avec une évaluation de l'influence qu'ils peuvent avoir sur le Programme et de leur intérêt pour ce dernier.

A1.2 Objectifs du travail

A1.2.1 Objectif global

L'objectif global de cette activité est de réaliser une cartographie exhaustive des acteurs et parties prenantes du genre et de l'adaptation en République Centrafricaine.

A1.2.2 Objectifs spécifiques

Plus précisément, il s'agit de :

- Dresser la liste des acteurs du genre et de l'adaptation de la RCA.
- Apprécier le niveau de connaissances, d'engagement et d'influence des acteurs nationaux travaillant sur le nexus genre-climat ainsi que leur lien avec le processus de PNA.
- Identifier les acteurs clés pertinents devant rejoindre le Groupe de travail Genre et Adaptation aux Changements Climatiques.

A1.3 Résultats attendus

- La liste des acteurs du genre et de l'adaptation de la RCA est établie.
- Le niveau de connaissances, d'engagement et d'influence des acteurs nationaux travaillant sur le nexus genre-climat est évalué, de même que leur lien avec le processus de PNA.
- Une liste des acteurs clés pertinents devant rejoindre le Groupe de travail Genre et Adaptation aux Changements Climatiques est dressée.

A1.4 Méthodologie

La méthodologie reste participative et inclusive, conformément à l'approche méthodologique globale de la consultation. Elle consiste en des séries d'échanges avec l'ensemble des acteurs et partenaires impliqués dans le processus de PNA de la RCA. Elle suit les quatre principales étapes suivantes :

Figure A1. Principales étapes de la cartographie des acteurs du genre et de l'adaptation de la RCA



Source : E. Mbayelao et V.D. Denguem, Be-Africa Consulting, septembre 2024.

La première étape permettra de prendre connaissance des entités et institutions promouvant le genre qui sont déjà impliquées dans les démarches en faveur du climat au niveau national (notamment pendant l'élaboration de la CDN, du PNA initial, de la Stratégie Nationale Genre et Changements Climatiques, etc.). Des contacts seront établis physiquement ou par mail en vue d'une programmation des visites d'échange. Cela facilitera les travaux de consultation qui s'ensuivront.

La deuxième étape visera à recueillir des informations sur le niveau de connaissances, d'engagement et d'influence des acteurs quant aux processus sectoriels liés au nexus genre-climat, les liens entre les acteurs et leurs liens avec le processus de PNA. Un questionnaire d'enquête et un guide d'entretien serviront d'outils pour collecter ces informations, qui seront ensuite exploitées en vue de fournir les résultats recherchés. L'échantillonnage se fera selon un choix raisonné des institutions, des organisations de la société civile, des acteurs du secteur privé, des agences des Nations unies et des partenaires au développement, entre autres, ayant un intérêt pour le genre et les changements climatiques. L'entretien sera individuel, en contact direct ou par e-mail. Après une séance de cadrage avec l'équipe du Réseau mondial de PNA, il a été convenu de compléter l'enquête par une consultation multi-acteurs. De plus, une base de données (fichier Excel) des acteurs pertinents sera constituée et servira de base à l'élaboration du rapport de cartographie. Les informations qui seront collectées porteront sur les points suivants :

- Nom de l'organisation
- Type d'organisation
- Description de l'organisation en deux phrases
- Site Internet si pertinent
- Information d'une personne de contact : Nom / E-mail / Poste
- Second contact si pertinent
- Niveau de connaissance/expertise en adaptation [échelle de 1 à 4]
- Niveau de connaissance/expertise en genre [échelle de 1 à 4]

-
- Niveau de connaissance/expertise sur le nexus genre-adaptation [échelle de 1 à 4]
 - Niveau d'engagement avec le gouvernement [échelle de 1 à 4]
 - Capacité d'influence [échelle de 1 à 4]
 - Capacité de mobilisation d'autres acteurs [échelle de 1 à 4]
 - Collaboration passée avec le gouvernement [description].

La troisième étape permettra d'exploiter les informations collectées auprès des acteurs et de produire un meilleur état des lieux des parties prenantes et des acteurs du genre et de l'adaptation en République Centrafricaine. Suite à l'évaluation du niveau d'influence et d'engagement des uns et des autres, une liste d'acteurs pertinents sera établie. Ces derniers seront recommandés pour participer au Groupe de travail Genre et Adaptation aux Changements Climatiques. Cette liste permettra non seulement de mieux comprendre les difficultés relatives à l'inclusion du genre dans les processus nationaux, mais aussi de déceler les acteurs pertinents pouvant rejoindre le Groupe de travail Genre et Adaptation aux Changements Climatiques.

La quatrième et dernière étape permettra de s'assurer que les acteurs de l'administration en charge de l'environnement sont d'accord avec la cartographie proposée par le bureau de consultance Be-Africa Consulting. Après cette session de validation interne par le comité technique mis en place dans le cadre du pilotage du Programme, cette cartographie entrera dans le circuit de validation avec les partenaires.

A1.5 Durée

Ce travail de cartographie couvre une durée de 12 jours allant du 19 au 30 août 2024.

A1.6 Cibles de l'enquête

Les cibles de cette enquête sont :

- Les administrations sectorielles travaillant sur le genre, les changements climatiques ou encore les deux à la fois.
- Le secteur privé.
- Les organisations de la société civile, tant nationales qu'internationales.
- Les institutions de recherche et de formation.
- Les organismes internationaux et les agences du système des Nations unies.
- Les institutions de l'État (Présidence de la République, Assemblée Nationale, Primature, Haute Autorité chargée de la Bonne Gouvernance, Conseil Économique, Social et Environnemental).

Annexe B. Liste des acteurs consultés

Table B1. Needs title

N°	Institution / organisation	Interlocuteur / fonction
1	Plateforme GDRNE	M. Guy Julien NDAKOUZOU / Coordonnateur
2	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	M. David Melchisedeck YANGBONDO / Directeur Général de l'Environnement
3	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	Mme Mariam AMOUDOU / Directrice d'Adaptation à la Coordination Nationale Climat / PF genre et changements climatiques
4	ONG « Alternative Durable »	M. Basile IMANDJIA / Coordonnateur
5	Service Forestier des États-Unis d'Amérique	M. Bienvenu KEMANDA / Coordonnateur National
6	Organisation des Femmes Centrafricaines	Mme Chantal SEKOLA / PFG
7	Association PROPHYAROMA	M. Etienne MOKILI / Coordonnateur
8	Direction Générale de la Météorologie (Ministère en charge du Transport)	Mme Josiane ISSINE GOUANA / Point Focal Genre
9	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MADR)	Mme Ophélie NGBABO / PFG
10	Ministère de l'Économie, du Plan et de la Coopération Internationale	Mme Ruth Espoir PENGUE / PFG
11	Ministère des Eaux, Forêts, Chasse et Pêche	Joaddane DONAYE DEKOUA
12	Direction Générale du Genre	Mme Lucrèce ZANGAKPIOUE / PFG
13	Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	M. Francis INIKO
14	Direction régionale de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques	Mme Odette DOUMANA / Directrice régionale du développement de l'Énergie et des Ressources Hydrauliques, PFG
15	REPALCA	M. Magloire ABADJAKA

N°	Institution / organisation	Interlocuteur / fonction
16	ONG « Centre d'Appui pour le Développement Durable » (CADD)	M. Yves OMON SOUANGBI / Chargé de Programme
17	ONG « Centre de Recherche et Appui au Développement Durable » (CRAD)	M. Boniface NZONIKOUA / Directeur exécutif
18	ONG « GEN-RCA »	Mme Darie ZENETH / Coordinatrice
19	Action de Résilience aux Changements Climatiques en Centrafrique	Michel DIMBELE-KOMBE
20	Programme des Nations unies pour le Développement	Me Edith ASSANI DAMIEN / Chargée de Programme Environnement Énergie et CC
21	Assemblée Nationale	Mme Annie REKAKOUZOU / Conseillère chargée des ressources naturelles
22	ONU Femmes	M. Ulrich Martial Bienvenu SANDY / Chargé de Programme Renforcement économique
23	Ministère de l'Élevage et de la Santé Animale	M. Amadou DAHIROU / Directeur Général des Études, de la Planification, du Suivi-Évaluation des Services Zootechniques et d'Appui
24	Initiative des femmes d'Afrique centrale pour l'Action Climatique (WICA)	Mme Raïssa Josiane MORDOMTI BANGASSI / Activiste
25	ONG « Femme-Forêt-Développement »	Schelly SEKOLA
26	Maison de Service (MDS)	M. Stanislas YAMALET / Chargé des relations extérieures
27	Ministère de l'Environnement et du Développement Durable	Mme Elodie LEKOUNGBA / Point Focal genre
28	Conseil Économique, Social et Environnemental	M. Sabi MANDJO AHAMADOU / Rapporteur général

Source : E. Mbayelao et V.D. Denguem, Be-Africa Consulting, septembre 2024.

